

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

La stratégie des partisans du boycott

Les positions se clarifient progressivement au sein de la classe politique qui se scinde de plus en plus nettement en deux camps aux visions diamétralement opposées au sujet des prochaines élections législatives. D'un côté, les partisans du scrutin et, de l'autre, ceux qui refusent de s'impliquer dans un processus en décalage, estiment-ils, avec la réalité et la gravité de la situation dans le pays. Laquelle des deux voix sera-t-elle entendue ?

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - La question qui se pose d'emblée est pourtant de savoir de quelle manière les partis qui s'opposent à ce scrutin comptent s'y prendre pour véhiculer leur message à travers la société et peser donc de leur poids sur cet événement peu anodin en ces moments très particuliers que traverse le pays.

Les formations politiques que nous avons interrogées ont un point de vue très particulier sur le sujet. C'est notamment le cas pour Talaïou El-Hourriyet.

Dirigé par l'ancien chef de gouvernement Ali Benflis, ce parti a toujours considéré les législatives d'avril prochain comme un non-événement ce qui l'a poussé à annoncer très tôt sa décision de ne pas y participer.

Aucun plan d'action prévu pour autant. Talaïou El-Hourriyet ne se lancera dans une aucune bataille, aucun meeting ni autre rassemblement populaire pour inciter les Algériens à ne pas se rendre aux urnes. Ahmed Adimi, porte-parole du parti, s'explique : «Notre position doit être comprise comme il se doit. Nous n'avons pas opté pour un boycott des élections, mais une non-participation. De ce fait, nous nous situons hors de l'événement, il ne nous concerne pas.» Notre interlocuteur est catégorique : «Nous sommes sûrs que les Algériens vont boycotter ces élections, ils n'iront pas aux urnes. De ce fait, Talaïou El-Hourriyet refuse de jouer un rôle d'opportuniste qui consisterait à ramasser la mise et tirer profit de la réaction citoyenne en disant que le boycott a eu lieu suite à un travail de notre parti. Il n'y aura pas de vote massif car ces élections ne représentent rien dans le contexte où elles se présentent et qu'elles n'apporteront rien de nouveau. C'est un non-événement.» Il poursuit : «Ces élections sont d'ores et déjà derrière nous, les activités du parti se dérouleront dans un cadre normal et seront principalement axées sur un autre programme. Celui qui consiste à continuer à informer les citoyens de la réalité du pays, de lui expliquer les raisons pour lesquelles ce système nous mène droit au chaos, lui dire que la crise est là et que ce pouvoir n'est

pas en mesure de la régler.» Jil Jadid compte réagir différemment. Le parti dirigé par Soufiane Djillali compte bien porter sa voix à travers la société par, dit-il, «un travail de proximité intense auprès des citoyens».

Le porte-parole de Jil Jadid insiste : «Nous allons vers les citoyens pour leur expliquer notre position bien sûr, mais surtout apporter les clarifications nécessaires sur la nature de ces élections et les résultats qui en découleront.» D'ores et déjà sont prévus des meetings, des rencontres publiques avec les citoyens «qui se tiendront en parallèle avec une stratégie de communication et d'information à travers les médias». Lors de son dernier conseil national, Jil Jadid avait fait savoir qu'il s'opposait à des élections encore basées sur la fraude confirmant la «détermination du pouvoir à empê-

cher toute évolution de la scène politique et toute éventualité d'une quelconque alternance».

Dans un communiqué, Soufiane Djillali avait révélé que «des instructions discrètes avaient été données par le ministre de l'Intérieur à travers les walis à l'ensemble des présidents d'APC affiliés aux partis au pouvoir pour qu'ils réussissent les élections quels que soient les moyens utilisés. En contre-partie, ces derniers ont reçu la garantie d'être reconduits lors des élections locales».

La même question a été également posée aux formations politiques n'ayant pas encore tranché définitivement la position à adopter au sujet des prochaines législatives. C'est notamment le cas du Parti des travailleurs appelé à prendre sa décision définitive ce week-end lors de la réunion de son comité central. «Il est vrai, déclare Taâzibt, porte-parole du PT, que notre parti est l'un des rares à ne s'être pas encore prononcé. Nous estimons que débattre des élections dans le contexte actuel serait faire dans la diversion.»

Taâzibt rappelle la gravité de la conjoncture : des émeutes, des grèves citoyennes et l'adoption



Ali Benflis.



Soufiane Djillali.

d'une série de lois aux répercussions néfastes sur le moral des Algériens. «De ce fait, personne ne sait de quelle manière les citoyens vont réagir lors des élections. Exprimeront-ils leur ras-le-bol en boycottant ces législatives comme cela se fait un peu partout à travers le monde ? Dans tous les cas, il s'agit d'élections à haut risque. Le risque de voir le système perpétuer la manipulation, le mélange de l'argent sale à la politique, tout ceci multiplie les dangers, pas seulement pour les élections, mais pour l'Etat en lui-

même. Toutes ces questions restent prioritaires. Pour l'instant, nous n'avons pas de positions mais des craintes. Le PT sera présent dans cette mobilisation pas comme les autres quelle que soit la décision qui sera prise ce week-end. Bien malin celui qui prédira comment la situation évoluera d'ici là. Les émeutes de Béjaïa sont une première alerte, les événements peuvent reprendre à n'importe quel moment et sous n'importe quel prétexte. Les élections auront-elles lieu d'ici là ?»

A. C.

RENCONTRE MINISTÈRE DES TRANSPORTS-TRANSPORTEURS PRIVÉS

Les assurances du département de Talai

Le ministère des Transports et des Travaux publics anticipe et annonce des mesures de soutien pour les transporteurs pour «amortir» les dernières augmentations des prix des carburants. Hier, lors d'une réunion qui a regroupé le syndicat des transporteurs avec la tutelle, il a été proposé «des mesures pour encourager les transporteurs à s'équiper en kit GPL».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La réunion prévue depuis la promulgation de la loi de finances 2017 a eu pour principal ordre du jour de «débattre la situation qui prévaut dans le secteur des transports des voyageurs». Devant la colère des transporteurs, le ministre des Transports et des Travaux publics a voulu anticiper en prenant attache avec les acteurs concernés.

L'objectif recherché par le département des transports est «d'éviter que les transporteurs privés recourent à la démonstration de force pour faire valoir leurs revendications».

D'ailleurs, la couleur a été annoncée dans la matinée de ce dimanche sur les ondes de la radio nationale par la voix du directeur des transports du ministère des Transports et des Travaux publics. En effet, M. Mustapha Nassib



Boudjema Talai.

assure que contrairement à ce qui est rapporté ici et là, il n'y aura aucune augmentation des tarifs des transports par autobus assurés par les opérateurs privés.

Des informations qui ne font que confirmer les propos du ministre des Transports qui a déclaré que les transporteurs privés vont bénéficier d'un accompagnement pour minimiser l'impact de ces augmentations, tout en rappelant que «le prix du carburant reste largement

subventionné par l'Etat et que le consommateur algérien ne paye que le 1/5 du prix réel».

Des représentants des transports affiliés à la Fédération nationale des transporteurs privés nous ont fait part de leur inquiétude face à ce qu'ils qualifient de «mort programmée du transport privé», si «les pouvoirs publics n'agissent pas en prenant plusieurs mesures, dont l'assainissement du parc national de transport privé des voyageurs». «Pour le moment, nous optons pour le principe du dialogue, mais les pouvoirs publics en charge du secteur doivent prendre en considération notre préoccupation», explique un membre de la Fédération des chauffeurs de taxi affiliée à l'UGTA.

Le ministre des Travaux publics et des Transports, Boudjema Talai, avait affirmé récemment que l'augmentation des prix du transport public urbain, décidée par les transporteurs privés, est «illégal».

Ces derniers et contre toute attente ont décidé d'augmenter les tarifs des tickets de transport de 10 dinars, à compter du 1^{er} janvier 2017 suite à l'augmentation des prix des carburants à la pompe. A cet effet, le département des transports a affirmé que des «mesures coercitives seront prises à l'encontre des transporteurs ayant augmenté les prix d'une manière anarchique et unilatérale».

A. B.

LUTTE ANTITERRORISTE

Une cache d'armes et de munitions découverte à Tin Zaouatine

Un détachement combiné de l'Armée nationale populaire (ANP) a découvert, samedi, près de Tin Zaouatine, dans la Sixième Région militaire, sur la bande frontalière, une cache d'armes et de munitions, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et de la sécurisation des frontières, et lors

d'une patrouille menée près de Tin Zaouatine/ 6° RM, un détachement combiné de l'ANP a découvert, hier 7 janvier 2017, une cache d'armes (22 pièces) et de munitions», a précisé la même source.

Il s'agit d'un mortier de calibre 60 mm, de deux mitrailleuses de calibre 12,7 mm, d'une mitrailleuse de type PKT, d'un fusil mitrailleur (FMPK), de neuf pistolets

mitrailleurs de type kalachnikov, de quatre fusils semi-automatiques de type Simonov, de quatre fusils à répétition, ainsi qu'une importante quantité de munitions de différents calibres, a ajouté la même source.

Dans le même registre, vingt casemates pour terroristes, un canon et trois bombes de fabrication artisanale ont été découverts et détruits par un détachement de l'Armée

nationale populaire (ANP), samedi à Aïn Defla, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale.

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'ANP a découvert et détruit, le 7 janvier 2017, vingt casemates pour terroristes, un canon et trois bombes de fabrication artisanale à Aïn Defla (1^{re} Région militaire)», note la même source.